



---

## 70<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 73 de l'ordre du jour

### **Renforcer la coordination de l'assistance humanitaire d'urgence des Nations Unies**

### **Strengthening of the coordination of emergency humanitarian assistance of the United Nations**

New York, le 10 décembre 2015

Déclaration de M. Jürg Lauber, Ambassadeur  
Représentant permanent de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Ma délégation est reconnaissante de pouvoir prendre la parole alors que viennent de s'achever les négociations sur les résolutions humanitaires. Ces négociations sont intervenues à un moment critique, puisqu'elles ont coïncidé avec le renouvellement du cadre mondial de réduction des risques de catastrophe, le nouveau programme de développement durable et l'agenda sur le climat, sans oublier le Sommet humanitaire mondial prévu en mai 2016 à Istanbul. Ces jalons cruciaux auront des effets positifs sur la vie des populations les plus vulnérables et joueront de plus un rôle direct ou indirect dans l'orientation future de l'action humanitaire.

D'emblée, nous souhaitons saluer certains amendements apportés aux résolutions de cette année, à commencer, pour la première fois, la redevabilité envers les populations affectées, et la nécessité de prévenir et d'agir en cas de violations ou d'actes de maltraitance commis à l'encontre des enfants. D'autres points méritent à nos yeux d'être relevés, comme la prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre, le renforcement de la responsabilisation des auteurs de crimes et d'actes de violence à l'encontre du personnel humanitaire, la nécessité pour le système des Nations Unies de mieux

**Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies**  
**Permanent Mission of Switzerland to the United Nations**

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706  
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, [www.dfae.admin.ch/missny](http://www.dfae.admin.ch/missny)

préparer et coordonner sa réponse en cas d'épidémies liées à des maladies infectieuses, ou encore le renforcement du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF). Par contre, nous regrettons que, une fois encore, les négociations de cette année n'aient pas abouti à des progrès notables dans le domaine crucial de l'accès humanitaire, préalable indispensable à la protection. Or, aujourd'hui, il y a plus de personnes que jamais affectées par les crises et les conflits, dont quelque 60 millions sont actuellement déplacées. Il nous importe de rappeler à cet égard que l'action humanitaire ne doit pas être politisée.

Monsieur le Président,

Je saisis cette occasion pour insister sur trois points cruciaux : **premièrement**, le respect des principes humanitaires ; **deuxièmement**, la gestion des risques et la réduction de la vulnérabilité ; et, **troisièmement**, le Sommet humanitaire mondial.

Concernant **le premier point** – le respect des principes humanitaires –, nous devons garder à l'esprit que les cinq plus grandes crises humanitaires en 2015 sont la Syrie, le Yémen, le Soudan du Sud, l'Irak et le Soudan, et qu'elles sont toutes **le fait de conflits**. Dans ce contexte, la 32<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui s'est achevée aujourd'hui à Genève [8-10 décembre 2015], a placé au centre de ses débats les **principes humanitaires fondamentaux de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge** – qui célèbrent cette année leurs 50 ans d'existence. Le respect de ces principes, notamment l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance, demeure essentiel pour l'assistance humanitaire, surtout dans des systèmes et des sociétés en guerre. Il en va de même du respect des Conventions de Genève et de leurs Protocoles additionnels. Tous ces instruments prévoient le respect et la protection de la mission humanitaire par toutes les parties aux conflits.

Concernant **le deuxième point** – la gestion des risques et la réduction de la vulnérabilité –, nous savons que **la diminution des risques fait baisser la vulnérabilité et, partant, les coûts**. Or, comme on nous le rappelle régulièrement, la moitié à peine des besoins humanitaires, qui s'élèvent à 19,5 milliards USD, sont actuellement couverts. S'il est vrai qu'il est urgent d'adopter de nouvelles politiques et d'élaborer des outils à même de combler le fossé qui se creuse rapidement entre les ressources disponibles et la besoins, il est aussi nécessaire de disposer d'une action préventive plus robuste et systémique, sensible aux risques, et à même de traiter à la racine les causes des conflits récurrents. Dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, le Cadre de Sendai fournit de nouvelles preuves de l'importance de s'attaquer de manière plus globale aux facteurs de risque sous-jacents, rappelant que les Etats membres ont une responsabilité collective dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai, tout en visant une stratégie commune plus vaste à l'échelle de l'ONU. A cet égard, le positionnement du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et son interdépendance avec le système de l'ONU, en particulier avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) et le Programme des Nations Unies pour le déve-

loppement (PNUD), doivent être améliorés et se fonder sur une volonté de coopération et de collaboration plus exacerbée de la part des agences de l'ONU concernées.

Concernant le **troisième point** – le Sommet humanitaire mondial –, enfin, nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut améliorer la réponse humanitaire. Le **Sommet humanitaire mondial (WHS)** offre une opportunité exceptionnelle de réaffirmer le caractère central de la protection ainsi que l'importance de placer les populations affectées par des crises au cœur de l'action humanitaire, en particulier les femmes et les enfants, et ce tout en nous assurant de leur rester redevables. Parallèlement, nous **devons** considérer le système humanitaire en tant que tel et identifier la meilleure manière pour celui-ci de répondre aux besoins des plus démunis. Les réformes déjà appliquées, analogues à celles mises en œuvre dans le cadre du programme de transformation (*Transformative Agenda*), par exemple, doivent se poursuivre. En prévision du WHS d'Istanbul, nous devons nous engager plus fermement avec les organisations humanitaires, en particulier via le Comité permanent inter-agences (IASC), afin de garantir le développement d'une série d'engagements concrets et réalisables en faveur d'un système humanitaire renforcé, plus efficace et adapté aux contextes spécifiques, et lesquels doivent se baser sur les recommandations formulées à l'occasion de la consultation globale à Genève en octobre.

Monsieur le Président,

Ne nous y trompons pas : les défis humanitaires que la communauté internationale doit relever – des conflits qui déchirent le Moyen-Orient et l'Afrique aux tragédies en Méditerranée – sont tous interconnectés. **Nous ne pouvons donc pas** les traiter isolément. Si nous voulons être à la hauteur, nous devons impérativement coordonner nos efforts et partager une vision commune de l'humanité.

Je vous remercie de votre attention.

---

*Unofficial translation*

Mr. Chairman,

My delegation welcomes the opportunity to take the floor as negotiations on humanitarian resolutions have just concluded and which this year have come at a critical juncture and coincided with the renewed global frameworks for Disaster Risk Reduction, in addition to the new Sustainable development and climate Agenda and of course the World Humanitarian Summit scheduled next May in Istanbul. While these important milestones will have a positive impact on the lives of the most vulnerable people – with the aim of leaving no one behind - they will also contribute either directly or indirectly in shaping humanitarian action in the future. .

From the onset, we would like to welcome some new additions which have made into this year's resolutions, to start with the first ever reference to accountability to affected population as well as on the necessity to prevent and respond to violations and abuses against children. Other issues such as the prevention of sexual and gender based violence; increased accountability for those responsible of crimes and acts of violence against humanitarian personnel; the need for the UN system to better prepare and coordinate the response in case of outbreaks of infectious diseases; or the strengthening of the CERF must also be noted. However, we wish to express our regrets that yet again, this year's negotiations have not succeeded in registering progress on the central issue of humanitarian access, which is as prerequisite for protection, and despite the fact that there has never been so many people affected by crises and conflicts out of which 60 million currently being displaced. In this regard it is important to remind that humanitarian action should not be politicized.

Mr. Chairman,

There are three points in particular which I would like to stress here: **firstly**, the respect for humanitarian principles; **secondly**, managing risks and reducing vulnerability; and **thirdly**, the World Humanitarian Summit (WHS).

First, on the issue of humanitarian principles, we need to remind ourselves that the five largest humanitarian crises in 2015 are Syria, Yemen, South Sudan, Iraq and Sudan and that all of them are conflict **related**. Against this backdrop, the 32nd International Conference of the Red Cross and Red Crescent, which ended today in Geneva [8-10 December 2015], put the **Fundamental Humanitarian Principles of the Red Cross and Red Crescent Movement** - which marks its 50th anniversary this year - at the center. Respect of humanitarian principles, notably humanity, impartiality, neutrality and independence, remain essential for humanitarian assistance, especially when dealing with war-torn systems and societies. The same holds true for the respect of the Geneva Conventions and their Additional Protocols. These instruments provide for all parties to armed conflicts to respect and protect the humanitarian mission.

Secondly, **reduced risks lead to reduced vulnerabilities, but also to decreased costs**. As we are reminded on a regular basis, barely half of the humanitarian requirements which amount to 19.5 Bn US\$ are currently met. While it is true that we urgently need new policies, and instruments to address the fast growing gap between resources and needs, we also need more robust and systemic preventive action that is risk sensitive and which also looks at the roots causes in the context of recurrent conflicts. In the field of disaster risk reduction and as example the Sendai Framework provides further evidence on the importance to address the underlying risk drivers more comprehensively. Member States have a collective responsibility in the implementation of the Sendai Framework while at the same time striving for a larger UN wide mainstreaming of disaster risk reduction (DRR). In this regard, UNISDR's positioning and connectedness within the UN system, not least vis-a-vis UNOCHA and

UNDP, requires further improvement and should be based on a more developed appetite across relevant UN agencies to cooperate and collaborate.

Finally, we all agree that humanitarian response must further improve. The **World Humanitarian Summit (WHS)** represents a key moment to reaffirm the centrality of protection and the importance of putting the people affected by crises at the center of humanitarian action in particular women and children while ensuring that we remain accountable to them. At the same time, we **must** look at the humanitarian system itself and identify how it could better deliver to those in need. Reforms that have already taken place similar to those which were delivered in the context of the Transformative Agenda for example need to continue. . In the run-up to Istanbul, we need to engage more closely with humanitarian organizations in particular through the IASC system to ensure the development of a set of concrete and actionable commitments towards a strengthened and more effective humanitarian system that is more tailored and context-specific based on the recommendations made at the Global Consultation of the WHS in Geneva in October

Mr. Chairman,

Let's make no mistake, the humanitarian challenges that the international community is facing from the conflicts that are tearing apart the Middle East and Africa to the tragedies in the Mediterranean Sea, are all interconnected **and we cannot** address them in isolation. Coordinated efforts and shared vision of humanity are paramount if we are to meet these challenges.

Thank you.